



Arrêté préfectoral n°2025 - 2126 du 21 octobre 2025

modifiant l'arrêté préfectoral n°2015-4978 du 17 septembre 2015 autorisant le défrichement de 43,30 ha de bois, par la SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY, dans l'emprise de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de grouine qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin (55190)

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants relatifs aux autorisations de défrichement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu la décision du Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire du 29 juillet 2024, portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2023 (terres libres à la vente) ;

Vu l'arrêté du Préfet de l'ex-région Lorraine n°2012-133 du 19 avril 2012 relatif aux conditions de financement par des aides publiques des investissements pour l'amélioration de la valeur économique des forêts ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Grand Est du 15 janvier 2021, modifié par l'arrêté le 4 juillet 2023, portant fixation des listes d'espèces et de matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État sous forme de subventions ou d'aides fiscales pour le boisement, le reboisement et les boisements compensatoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-4978 du 17 septembre 2015 autorisant la SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY à défricher une surface de 43,30 ha de bois sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-2418 du 16 novembre 2015, modifié, autorisant la SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de grouine sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-5465 du 17 octobre 2016 portant réglementation du seuil de superficie pour lequel le défrichement nécessite une autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-3102 du 20 décembre 2023 modifiant le phasage d'exploitation de la carrière précitée ;

.../...

Vu la demande d'actualisation du phasage de défrichement et des conditions de reboisement compensatoire, enregistrée à la Direction Départementale des Territoires de la Meuse le 20 mai 2025, présentée par la SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY, pour un allongement de l'autorisation de défrichement d'une durée de 15 à 30 ans ;

Vu l'avis de la Direction départementale des territoires de la Meuse en date du 30 juillet 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, référencé DT/537-2025, en date du 24 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 29 septembre 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant :

- la nécessité d'actualiser l'autorisation de défricher pour prendre en compte la modification du phasage d'exploitation de la carrière,
- les dispositions de l'article L.341-3 du Code forestier, qui permet de porter à 30 ans la durée d'une autorisation de défrichement d'une carrière autorisée ;

Considérant que la demande d'actualisation du phasage et des conditions de reboisement compensatoire avec un allongement à 30 ans de la durée de l'autorisation de défrichement :

- n'impacte pas les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter,
- revêt un caractère notable et non-substantiel des éléments versés aux dossiers de demande d'autorisation d'exploiter et de défrichement,
- permet d'aligner la durée de l'arrêté de défrichement sur celle fixée par l'arrêté préfectoral d'exploitation de la carrière autorisée sur le fondement du titre VIII du livre 1^{er} du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

Les articles 1 à 3 de l'arrêté préfectoral n°2015-4978 du 17 septembre 2015, autorisant la SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY (SIRET 342399797 00048 RCS Nanterre), filiale du groupe LHOIST FRANCE, dont le siège social est situé Terrasse Boieldieu à PUTEAUX (92800), à défricher une surface de 43,30 ha de bois sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin, sont modifiés de la façon suivante :

«
Article 1^{er} : Autorisation de défrichement

La SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY est autorisée à défricher une surface de 43,30 ha située à Sorcy-Saint-Martin, telle que définie dans l'arrêté initial.

Les 33,30 ha restants à défricher à la date de notification du présent arrêté se répartissent comme suit :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (ha)	Lieu dit	Surface de défrichement autorisée (ha)
Sorcy-Saint-Martin	E (ex-ZH)	3	390,3390	Le bois du château	16,00
		8	48,1480	Le bois la ville	9,50
		7	83,2890	Le bois la ville	7,80
TOTAL					33,30

La localisation du défrichement est précisée sur le plan joint au présent arrêté.

Les travaux de déboisement/défrichement et coupes d'arbres et d'arbustes sont réalisés en dehors de la période de nidification de l'avifaune, soit entre les mois de septembre et février.

En cas d'impossibilité technique et exceptionnelle, l'exploitant prend l'attache préalable d'un écologue, afin de s'assurer de l'absence d'impacts et d'effets résiduels sur la faune et la flore. L'intervention de ce dernier fait l'objet d'un rapport de synthèse qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2 : Durée de l'exploitation

La durée de l'autorisation de défricher est portée à 30 ans à compter du 17 septembre 2015.

Les phases de défrichement des 33,30 ha restants sont réalisées en respectant l'échéancier suivant :

Commune	Phase	Période défrichement	parcelle	Surface à défricher (ha)
Sorcy-Saint-Martin	D1	2026-2027	E n° 3	8,00
	D2	2029-2030	E n° 3	8,00
	D3	2034-2035	E n° 8	2,00
	D4	2039-2040	E n° 8	7,50
	D5	2042-2043	E n° 7	7,80

Le phasage du défrichement est précisé sur le plan joint au présent arrêté.

Article 3 : Mesures compensatoires

Les mesures restent inchangées par rapport à celles fixées dans l'arrêté initial, tant en termes de surface que de conditions.

Toutefois, le contexte des plantations ayant évolué depuis 2015 (adaptation des essences au changement climatique), un bilan des premières plantations compensatoires réalisées, accompagné d'un nouveau programme de plantations pour les surfaces restantes, plus adapté au contexte actuel, sont transmis au Préfet de la Meuse, dans un délai d'un an à compter de la notification de présent arrêté. La surface à reboiser ne pouvant être inférieure aux 30,585 ha définis dans l'arrêté du 17 septembre 2015.

Pour rappel, en vertu de l'article L. 341-9 du Code forestier, le bénéficiaire de l'autorisation a l'obligation de réaliser les travaux dans les cinq années à partir du terme de chacune des tranches de l'échéancier.

»

Article 2 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex - Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée à la Mairie de Sorcy-Saint-Martin pendant une durée minimale d'un mois et pourra être consultée par toute personne intéressée. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par les soins du Maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution et information

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le Maire de Sorcy-Saint-Martin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la SOCIÉTÉ DES FOURS À CHAUX DE SORCY, et adressée pour information, au Directeur départemental des territoires de la Meuse et au Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

Parcellaire défriché



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Christian ROBBE-GRILLET

Phasage du défrichement

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Christian ROBBE-GRILLET

